

Europe

PLAIDOYER POUR UNE MACRORÉGION EUROMÉDITERRANÉENNE

Nora Mebarek

20/05/2022

La mer Méditerranée est en grand danger. Si le constat date des années 1960 et que de nombreux engagements ont déjà été pris, ils ne sont pas suffisants pour enrayer concrètement sa sévère dégradation environnementale. Il est désormais temps que l'Union européenne aille au-delà des partenariats bilatéraux peu efficaces en proposant à l'ensemble des pays et régions du pourtour méditerranéen de constituer une macrorégion qui serait l'entité institutionnelle à même de changer la donne.

Cette étude se veut un inventaire non exhaustif des domaines dans lesquels nous devons agir et un plaidoyer pour la constitution d'une macrorégion méditerranéenne. Elle adopte une vision la plus globale possible en y incluant une dimension géopolitique indispensable à prendre en compte pour la Méditerranée, en vue d'une souveraineté nécessaire à la maîtrise de l'avenir de cette partie du monde. Ce plaidoyer doit être porté au moment où l'Union européenne, par sa Conférence sur l'avenir de l'Europe, souhaite, avec notamment la participation active des citoyens, de la société civile, définir les grandes priorités et défis des trente prochaines années.

Table des matières

Introduction

L'Europe et la Méditerranée face à l'urgence climatique

Vers une économie responsable dans la région méditerranéenne

Pour une sécurité alimentaire et hydrique

La pêche, un secteur mis en péril par le changement climatique

Le tourisme, facteur aggravant sur l'environnement

Le transport maritime face à l'urgence climatique

Comment agir contre la pollution industrielle ?

L'impact des influences chinoise et russe dans la région méditerranéenne

La Chine et les routes de la soie

La présence de plus en plus marquée de la Russie en Méditerranée

Conclusion

L'auteure :

Nora Mebarek est députée européenne. Seule Française de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (groupe S&D) nommée à la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE), Nora Mebarek est également vice-présidente de la Commission du développement régional (REGI) et membre actif des commissions industrie, recherche et énergie (ITRE), transports et tourisme (TRAN) et pêche (PECH). En septembre 2021, elle effectue une mission d'évaluation au Liban avec une délégation du Parlement européen. Avec son groupe, elle obtient l'adoption d'une résolution d'urgence : commission d'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, aide humanitaire renforcée et mission d'observation pour des élections indépendantes, équitables et transparentes en 2022 sont votées. L'eurodéputée a, par ailleurs, occupé des mandats d'élue locale à Arles pendant plus de vingt ans et a également travaillé de nombreuses années sur les questions méditerranéennes au niveau régional, en Provence-Alpes-Côte d'Azur.